



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

COUVERTURE FIXE

REPONSE A CONSULTATION PUBLIQUE

Analyse de marché 6^o cycle

14 septembre 2020

La Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) est une association de collectivités territoriales spécialisées dans les services publics locaux en réseau :

- Énergie : distribution publique d'électricité, de gaz, de chaleur, maîtrise de la demande d'énergie, énergies renouvelables, stations de charge de véhicules électriques et gaz
- Cycle de l'eau : distribution d'eau potable, assainissement des eaux usées, assainissement non collectif, GEMAPI...
- Numérique : communications électroniques à haut et très haut débit, mutualisation informatique et e-administration,
- Déchets : gestion et valorisation des déchets (biométhane...) ;
- Éclairage public : éclairage public innovant et respectueux de l'environnement, certificats d'économie d'énergie, achat groupé d'électricité, ...
- Cité intelligente et territoires connectés.

Créée en 1934, la FNCCR est une association réunissant élus et parlementaires attachés à l'organisation de services publics. Organisme représentatif et diversifié, elle regroupe à la fois des collectivités qui délèguent les services publics à des entreprises et d'autres qui gèrent elles-mêmes ces services publics (régies, SEM, coopératives d'usagers, ...).

La FNCCR regroupe des collectivités locales impliquées dans le déploiement de réseaux d'initiative publique (RIP) visant à garantir un accès à très haut débit dans leur territoire. Elle œuvre pour la rationalisation des dépenses nécessaires au développement de ces réseaux, pour l'essentiel en fibre optique. Elle appuie la mutualisation des travaux de génie civil notamment en lien avec d'autres services publics locaux (eau, énergie, ...). Elle milite pour la mise en œuvre de systèmes de péréquation à l'échelon national, permettant d'accélérer l'arrivée du très haut débit.

La FNCCR est présente dans de nombreux organismes techniques nationaux à caractère décisionnel ou consultatif. La FNCCR assure une veille législative, juridique et techno-économique. **La FNCCR élabore et met à jour régulièrement des modèles de documents et de guides thématiques au service des collectivités.**

Plus d'informations, se référer au site : www.fnccr.asso.fr

La FNCCR remercie l'Autorité pour les processus de concertation et consultations publiques, engagés depuis 2019 quant au 6^{ème} cycle d'analyse des marchés haut et très haut débit.

La Fédération n'a pas vocation à répondre *in extenso* à l'ensemble des questions posées par la consultation. Elle met en exergue son point de vue et souligne des points qui pourraient mériter clarifications ou compléments.

La contribution de la FNCCR ne concerne que les projets de décision et recommandation relatives aux **modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique** ainsi que **le projet de décision visant les infrastructures d'accueil (génie civil).**

Cette contribution comporte 6 pages.

SYNTHESE DE LA CONTRIBUTION DE LA FNCCR

La publication des futurs projets de décision relatifs à l'analyse des marchés pertinents du haut et du très haut débit pour les années 2021 à 2023 intervient alors que les premiers RIP 2G pionniers ont quasiment achevé leur déploiement et qu'en cette période de pandémie et de crise, la transition numérique, partout et pour tous, est plus que jamais d'actualité.

La FNCCR a souhaité réagir sur des problématiques émergentes :

- L'efficacité du déploiement des réseaux FttH dans les zones moins denses à l'aide des appuis aériens électriques notamment. La FNCCR précise ici qu'elle est engagée dans une révision de la convention de référence dite **appuis communs**. Elle a l'occasion dans la présente contribution de rappeler que ces ICE appartiennent à des collectivités territoriales qui ne sauraient être tenues à l'écart.
- La préservation du **patrimoine des collectivités** aménageuses numériques : la FNCCR approuve l'idée d'IRU de 40 ans dès lorsque la valeur de la redevance soit réévaluée à due proportion et par ailleurs qu'il incombe aux RIP les mêmes obligations que les autres OI FttH en matière de remontée d'informations comptables.
- La **pérennité des réseaux**, alors que les usages non-résidentiels nouveaux et les malfaçons constatées, relevant des modalités de construction retenues puisent de plus en plus dans la réserve des fibres surnuméraires ;
- S'il doit alors être envisagé à terme un redimensionnement des réseaux et surtout la satisfaction des raccordements fibre de nouveaux locaux et lotissements, il est nécessaire de préparer les modalités du financement de l'expansion des RIP. C'est pourquoi, la FNCCR avec l'AVICCA et la filière INFRANUM souhaite installer et faire abonder le **Fonds d'Aménagement Numérique des Territoires (FANT)** créé par la loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique.

MODALITES DE L'ACCES AUX LIGNES DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES A TRES HAUT DEBIT EN FIBRE OPTIQUE

La FNCCR réagit à quelques dispositions visant les RIP, proposées dans le projet de décision et/ou dans le projet de recommandation.

RACCORDEMENT SUR DEMANDE

La FNCCR approuve le délai de six mois envisagé par l'Autorité pour mettre en œuvre effectivement le raccordement sur demande. La FNCCR note aussi que la recommandation du 7 décembre 2015 se voit enfin conférer un caractère plus décisionnaire.

La FNCCR estime que c'est un signal fort pour inciter les OI à satisfaire les besoins numériques que la crise rend encore plus prégnants. Au moins s'aligner sur **l'obligation de complétude** (avec de véritables engagements budgétaires, sans relever du service universel) à défaut de toujours pouvoir réaliser aisément les raccordements longs et complexes.

RACCORDEMENT DES IMMEUBLES ET LOTISSEMENTS NEUFS, ADDITIONNELS OU ECARTES

L'Autorité aborde ici la question des extensions du réseau BLOM (locaux neufs, lotissements neufs). Les délais de prise en compte inscrits dans le projet de décision (zones moins denses) et dans le projet de recommandation (zones de basse densité) n'appellent pas de commentaires particuliers de la part de la FNCCR.

En réalité, la FNCCR a eu l'occasion de présenter à l'Autorité (entretien conjoint avec le SIEL 42 le 16 janvier 2020) une situation que rencontrent notamment les RIP les plus avancés et qui relève d'un écueil juridique générant aussi des distorsions de concurrence.

Le cadre réglementaire et financier des extensions de réseau (nouvel immeuble, lotissements) pour lesquelles le code de l'urbanisme édicte des dispositions (obligation, prise en charge financière par le pétitionnaire, etc.) s'agissant des réseaux humides et secs ne traite pas des réseaux télécoms, encore moins des nouveaux réseaux de la BLOM.

Dans la pratique, le titulaire du service universel est généralement sollicité pour l'adduction au service téléphonique et se propose d'assurer la desserte capillaire pour la fibre, conformément au code de la construction et de l'habitation (CCH, articles L. 111-5-1 et L. 111-5-1-1).

Jusqu'à nouvel ordre, toutes ces extensions ne relèvent pas du service universel. **Les RIP en particulier devraient pouvoir poursuivre leur mission d'OI sur ces nouvelles zones à raccorder qui doivent venir étendre leur ressort.**

Le **Fonds d'Aménagement Numérique des Territoires (FANT)** créé par la loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique, que la FNCCR avec l'AVICCA et la filière INFRANUM souhaitent voir enfin installer et abonder, servirait à cofinancer ces extensions et raccordements.

INFORMATIONS COMPTABLES (DECISION §6)

L'Autorité propose que les opérateurs RIP bénéficient d'un allègement des obligations pesant sur la remontée annuelle des informations comptables, considérant que les demandes transmises à l'occasion du rapport d'activité (cf. CGCT) pouvaient dans l'ensemble suffire.

La FNCCR incite ses adhérents à exercer un contrôle des DSP attentif, régulier et exhaustif.

La FNCCR voit dans l'étendue des informations comptables demandées aux OI FttH une garantie d'avoir toutes les données relatives à leur réseau (tous les biens de retour, vision patrimoniale, inventaire physique et financier de leur RIP, éléments financiers permettent la valorisation du RIP, etc.).

En ce sens, la FNCCR demande un alignement des opérateurs RIP sur les obligations imposées à tous les OI. Conséquemment, les autorités aménageuses numériques doivent aussi être destinataires de l'ensemble des informations comptables.

FIBRES SURNUMÉRAIRES (RECO § 4)

La question des fibres surnuméraires apparaît dans les besoins nouveaux non-résidentiels :

- Commande de plusieurs accès dans un même local ;
- Utilisation des offres à QoS renforcée pour le raccordement de stations de base mobile

Les fibres surnuméraires pourraient à terme devenir une « ressource rare » dans la mesure où elles sont la réponse aux malfaçons des réseaux BLOM construits : on puise dans les fibres surnuméraires pour compenser une fibre mal épissurée ou non fonctionnelle.

Le PNTHD a dissuadé de construire les RIP en bi-fibre et a consenti à ne créer seulement qu'une capacité de fibres de réserve (20%) qui tend à être mobilisée de plus en plus.

La capacité à satisfaire à moyen et à long terme ces besoins non-résidentiels pertinents et utiles interroge sur la robustesse de la BLOM.

IRU DE 40 ANS (RECO § 5.1))

La FNCCR est favorable à cet ajustement plus conforme à la durée de vie théorique d'un réseau, sous réserve que la **redevance soit réévaluée sur la base de la nouvelle durée**. Il ne pourrait s'agir de comptabiliser sur 40 ans la valeur de la redevance d'un IRU de 20 ans.

FOURNITURE EN GROS D'ACCES AUX INFRASTRUCTURES PHYSIQUES DE GC

La FNCCR est particulièrement impliquée dans la gestion des infrastructures d'accueil des communications électroniques, propriété de ses adhérents, en premier lieu les appuis aériens électriques propriété des communes et AODE ou le parc de fourreaux issus des opérations d'enfouissement.

CONVENTION « APPUIS COMMUNS »

La FNCCR demande à l'Autorité **d'apporter une correction dans la rédaction du paragraphe 5.2.2 (..) c) Modalités de l'accès aux infrastructures de génie civil.**

Le sous-paragraphe « précisions sur les appuis aériens » y évoque la nouvelle offre conjointe Orange / ENEDIS proposant aux OI l'accès à la traverse cuivre d'Orange sous réserve de souscrire à l'offre GC-BLO et d'avoir contractualisé la convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'Electricité basse tension (BT) et haute tension (HTA) aériens pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques, dite convention « appuis communs ».

Celle-ci est parfaitement identifiée en note de bas de page n°24 (page 29) et beaucoup moins dans le paragraphe précité, pouvant laisser entendre que la convention « appuis communs » n'est pas nécessaire ou que l'accord de l'AODE n'est qu'accessoire.

Il n'en est rien.

La FNCCR sera particulièrement vigilante au rappel de cette obligation réglementaire.

OPERATIONS DE DEVOIEMENT OU D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX

La FNCCR prend bonne note de la demande de l'Autorité à Orange de transmettre dans les meilleurs délais aux opérateurs tiers occupant son génie civil des informations exhaustives dès lors que des opérations de dévoiement ou d'enfouissement sont programmées.

En matière d'enfouissement, la FNCCR rappelle qu'associée avec l'AMF un accord-cadre a été établi en 2012 avec Orange. Le comité de suivi AMF/FNCCR/Orange a commencé à compléter ce dispositif pour prendre en considération les opérations multi-opérateurs.

L'Autorité prévoit le cas échéant d'organiser des discussions préalables au sein de groupes de travail dédiés. **La FNCCR souhaite y participer.**
